



À LA SANTÉ DES FEMMES



Deux ans de maraude en région parisienne

En situation de précarité Favoriser l'accès aux soins des femmes, une nécessité

À l'occasion de son 15^e anniversaire, l'association Agir ensemble pour la santé des femmes a présenté son « baromètre de la santé des femmes en grande précarité », réalisé à l'issue de deux ans de maraude en région parisienne.

● Bidonvilles, squats, hôtels sociaux, rue... Depuis mars 2014, les équipes de l'association « Agir ensemble pour la santé des femmes » (ADSF) vont régulièrement à la rencontre des femmes en grande précarité et les accompagnent vers l'offre de santé

institutionnelle (PASS des hôpitaux, centres de PMI, etc.). Bien souvent, c'est par manque de connaissance du système que de nombreuses femmes en détresse sociale se privent de soins : lors des maraudes effectuées en 2015, l'ADSF a constaté que 70 % des femmes

enceintes rencontrées n'avaient pas vu de médecins. Le baromètre présenté dans le cadre des 15 ans de l'association, se base sur l'accompagnement de 452 femmes en deux ans, vivant principalement en bidonvilles.

Environ 94 % d'entre elles sont d'origine Rom, 43 % ne prennent aucune contraception, 1 sur 4 était enceinte au moment de la rencontre et 63 % n'ont aucune couverture sociale... alors même que nombre d'entre elles disposent d'une domiciliation ou d'une attestation de présence : « Cette double information contredit ce que disent certains, à savoir que les étrangers en situation précaire profitent des soins et creusent le déficit de la sécurité sociale... ». Pour le Dr Bernard Guillon, gynécologue-obstétricien et fondateur de l'ADSF, il est fondamental d'accompagner ces femmes pour une meilleure prise en charge. « Il ne s'agit pas de subsister à l'offre de santé existante mais d'orienter et de donner des informations aux femmes qui en sont trop éloignées », souligne-t-il. Violence, vulnérabilité, manque de moyens, de temps, de motivation... la précarité ne fait pas souvent bon ménage avec la santé ; se rendre à un rendez-vous médical peut même ressembler à une montagne à franchir. C'est pourquoi l'ADSF intensifie l'une de ses missions : la prise de rendez-vous, et l'accompagnement des patientes à ces mêmes rendez-vous. Ainsi, 70 rendez-vous ont été fixés en 2015, et 272 en 2016. En outre, une campagne de dépistage des cancers du col de l'utérus a été lancée dans quelques villes d'Ile-de-France (départements 92, 93 et 94). Objectifs : favoriser la prévention et aller à la rencontre des patientes pour leur proposer d'effectuer l'examen nécessaire, sans avoir à se déplacer. Pour en savoir plus sur l'association Agir ensemble pour la santé des femmes (ADSF) : www.adsfasso.org. Tel : 01.78.10.79.25. Adresse : 18, rue Bernard Dimey - 75018 Paris.

Anne-Lucie Acar

Contraception orale

La décision de prescrire LEELOO doit être prise en tenant compte des facteurs de risque de la patiente, notamment ses facteurs de risque de thrombo-embolie veineuse (TEV), ainsi que du risque de TEV associé à LEELOO en comparaison aux autres contraceptifs hormonaux combinés (CHC) (voir rubriques « Contre-indications », « Mises en garde spéciales et précautions d'emploi »). (1)

L'utilisation de tout contraceptif hormonal combiné (CHC) augmente le risque thrombo-embolique veineux par rapport à une non-utilisation. (cf. 4.1, 4.3 et 4.4 du RCP). Un document d'aide à la prescription a été élaboré pour vous accompagner lors de vos consultations relatives aux CHC, disponible sur demande auprès du laboratoire via votre visiteur médical, en appelant le service d'information médicale au 0800 51 34 11, en écrivant à infomed.teva@tevafrance.com, sur le site www.teva-france.fr, ou sur le site www.ansm.sante.fr.

Leeloo Gé
Lévonorgestrel 100 µg
Ethinylestradiol 20 µg

Pour une information complète, se reporter au RCP de Leeloo® Gé disponible sur la base de données publique des médicaments (<http://base-donnees-publique.medicaments.gouv.fr>).

1. Résumé des Caractéristiques du Produit Leeloo® Gé en vigueur.
Cette spécialité est un générique de Laurette® 100µg/20µg comprimés enrobés (Spécialité non commercialisée en France). Médicament inscrit au répertoire des génériques. Lors de la substitution, consultez la liste des excipients à effet notoire figurant sur l'emballage ainsi que le répertoire des génériques pour prendre connaissance des mises en garde éventuelles y figurant.

Teva Santé
100 - 110 Esplanade du Général de Gaulle
92931 La Défense Cedex
RCS : 401 972 476

santé de la femme

TEVA laboratoires

IEEL2016-09-108 - Visa n° 16/09/66819566/PM/003

Excision

Une campagne pour prévenir les jeunes

Le réseau « Excision, parlons-en ! » a lancé une campagne à destination des adolescent(e)s de 12 à 18 ans afin de les sensibiliser au risque de mutilation sexuelle à l'occasion d'un voyage dans le pays d'origine de leurs parents pendant les grandes vacances. D'après une enquête de l'Institut national des études économiques et démographiques (INED) de 2009, 53 000 femmes vivant en France auraient été victimes d'excision. Les associations qui suivent de près le problème des mutilations sexuelles féminines (MSF) estiment en effet que 3 adolescentes sur 10 qui vivent en France et dont les parents sont originaires d'un pays où se pratique traditionnellement l'excision sont menacées de mutilation. Le réseau et son partenaire, le Centre Hubertine Auclet pour l'égalité femmes-hommes, ont mis sur pied une campagne de prévention inédite en France dont l'objectif est de toucher directement les jeunes, et plus particulièrement les adolescentes jugées à risque, grâce à des supports de campagne adaptés : un site internet d'informations (www.alerte-excision.org).